

Offensive israélienne à Gaza... et après?

La situation au Moyen-Orient est plus tendue que jamais. Le gouvernement israélien et son armée ont agi de manière disproportionnée et réduit Gaza à l'état de ruines. Le peuple palestinien est «enfermé» sur un territoire contrôlé par Israël.

Par Nicolas Rochat

L'opération «Plomb durci» a démontré, une fois de plus, le caractère disproportionné des représailles d'Israël pour protéger son territoire. Sans remettre en cause son droit d'assurer sa sécurité intérieure, le bilan des autorités sanitaires palestiniennes illustre, néanmoins, cette disproportion: 1300 victimes dont 400 enfants, 5000 blessés et 4000 maisons détruites (selon *Le Nouvel Observateur* n°2308 de février 2009). Plusieurs infrastructures financées par l'ONU, tels qu'hôpitaux ou écoles ont été détruites, sans compter les difficultés d'approvisionnement en bien nutritionnels. Toutefois, ces carences en approvisionnement sont malheureusement monnaie courante sur ce territoire fermé de 60 km de long contenant une densité de 1000 hab/km².

Cet affrontement vient s'ajouter aux nombreux autres conflits connus depuis 60 ans. En plus du bilan humanitaire catastrophique d'une population palestinienne vivant enfermée dans la précarité la plus totale, ces affrontements ne font que maintenir une situation politique bloquée.

CONTEXTE POLITIQUE:

BLOCAGE TOTAL DEPUIS 2006

Certes, la situation est bloquée politiquement entre les deux parties, mais elle l'est également à l'intérieur même des deux parties. En effet, les élections parlementaires palestiniennes de 2006 ont vu la victoire du principal parti d'opposition, le Hamas. Cette victoire politique est suivie d'un affrontement armé avec le Fatah. Conflit qui verra le contrôle de Gaza par le Hamas et celui de la Cisjordanie par le Fatah. L'unité nationale palestinienne est, dès lors, en *stand by*. De plus, la perte de crédibilité interne du Président Abbas et le peu de crédibilité du Premier ministre Hanieyh (Hamas) au sein de la commu-

nauté internationale – à partir du moment où son parti ne reconnaît pas l'Etat d'Israël et qu'il est considéré comme organisation terroriste au vu de la confusion entre sa branche politique et sa branche militaire – n'arrangent rien.

En Israël, le gouvernement Olmert, fidèle à son prédécesseur Ariel Sharon, se complaisait dans cette situation de blocage en vue de défendre à tout prix certains intérêts d'Israël, ceci dans le but, entre autres, de ne pas perdre la face devant l'opposition représentée par l'ultraconservateur Benjamin Netanyahu.

UNE SOCIÉTÉ CIVILE EMPRISONNÉE

Malgré les Accords d'Oslo (1993) qui ont permis aux autorités palestiniennes le contrôle de certaines villes (Ramallah, Bethléem, Bande de Gaza, ...), il n'en reste pas moins que l'extérieur de ces villes est contrôlé par Israël. La construction du fameux mur sur le territoire même de la Cisjordanie, précisons-le, n'a fait qu'implémenter cette politique d'isolement. De par cette situation d'enfermement, la société palestinienne subit moult contraintes dans son développement au vu de la difficulté de la libre-circulation de ses habitant·e·s et celle relative au commerce.

UNE CAUSE PALESTINIENNE DE PLUS EN PLUS ISOLÉE

Quelques droits obtenus en 60 ans, certes, mais non seulement au prix de concessions lourdes, mais également très lacunaires à partir du moment où le contrôle des voies d'accès aux pays voisins sont du ressort d'Israël. Autre élément: le droit au retour des réfugié·e·s palestinien·ne·s (4 millions en Jordanie, Syrie, Liban, selon le rapport de l'UNRWA, juin 2008) n'a jamais été autorisé, alors que la plupart de ces réfugiés vivent actuellement dans des camps. Une potentielle amélioration des droits paraît



Après une attaque aérienne israélienne sur la bande de Gaza, le 28 décembre 2008.

difficile à partir du moment où la question palestinienne est de plus en plus isolée au vu des nombreux accords de paix signés entre Israël et l'Égypte (1978) ainsi qu'avec la Jordanie (1994). Sans remettre en cause le bien fondé de ces accords, il ne faut pas nier qu'ils rendent difficile une attitude ferme des Etats susmentionnés face à Israël. Le rapport de force est biaisé lorsque l'on sait que la première aide financière US dans la région est celle octroyée à l'Égypte. Si cette dernière reste l'interlocuteur privilégié lors de conflit, il n'en reste pas moins qu'actuellement, la cause palestinienne trouve écho auprès de pays n'ayant structurellement et/ou idéologiquement aucune similarité avec le peuple palestinien (Arabie Saoudite, Qatar) ou des pays peu crédibles aux yeux de la Communauté internationale (Syrie, Iran).

Sur le plan international, l'administration Bush n'a pas daigné ouvrir les yeux sur cette situation de blocage, lutte antiterroriste oblige. Il est vrai que la multiplication des actes terroristes djihadistes, depuis le début des années 2000, n'a fait que légitimer cette vision primaire. Reste à savoir qui finançait les mouvements d'obédience musulmane pendant la Guerre Froide...

Dernier élément: Israël n'ajamais interrompules constructions de colonies en Cisjordanie. Elles se sont même amplifiées après le retrait israélien de Gaza,

morcelant le semblant d'autonomie et d'unité palestinienne. Les chiffres sont accablants: rien que pour l'année 2008, le nombre de constructions en Cisjordanie a augmenté de 60%.

QUEL AVENIR?

La situation récente le montre une fois de plus: les offensives israéliennes ne servent qu'à légitimer encore plus des partis comme le Hamas, certes démocratiquement élus, mais dont la perspective de négociation avec Israël paraît assez limitée. Toutefois, certains témoignages de la population civile démontrent que la victoire du Hamas en 2006 est davantage un vote sanction qu'un plébiscite en faveur dudit parti et donc d'une prise de conscience de la non-viabilité de la situation. Idem pour certain·e·s citoyen·ne·s israélien·ne·s, relayé·e·s par certains médias.

Outre les prochaines élections israéliennes et palestiniennes, l'une des clés consisterait à réactiver l'initiative de Genève.

«Mais nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir. Espoir de libération et d'indépendance. Espoir d'une vie normale où nous ne serons ni héros, ni victimes. Espoir de voir nos enfants aller sans danger à l'école. (...) Merci de porter avec nous le fardeau de cet espoir.»

Mahmoud Darwish (1941-2008), poète palestinien.